



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°002/AONO/C-SAA/CIPM/2026 DU 17 FEVRIER 2026 EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR LES TRAVAUX DE REHABILITAION EN ENDUIT SUPERFICIEL DE LA VOIRIE: CARREFOUR DJOUBAIROU - CARREFOUR EP GR1, DANS LA COMMUNE DE SAA, DEPARTEMENT DE LA LEKIE, REGION DU CENTRE

FINANCEMENT: BIP MINH DU 2026

Imputation:....

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de la mise en œuvre des projets financés par le BIP MINH DU 2026, le Maire de la Commune de SAA, Maître d'Ouvrage, Autorité Contractante, lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour les travaux de **Réhabilitation en enduit superficiel de la voirie: carrefour Djoubairou - carrefour EP GR1, dans la Commune de SAA, Département de la Léké, Région du Centre.**

2. Consistance des travaux

Les travaux comprennent les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive :

- Installation du chantier;
- Amené et repli du matériel ;
- Mise en forme de la plate-forme;
- Couche de roulement en graveleux latéritique ;
- Imprégnation simple ;
- Enduit superficiel Tri couche ;
- Provision pour déplacement des réseaux.

3. Allotissement

Les travaux sont en un lot unique

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **Cinquante millions (50 000 000) de francs CFA**

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de **Trois (03) mois calendaires**. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalités de conditions aux sociétés et entreprises de droit camerounais ayant des compétences dans le domaine des travaux publics.

7. Financement

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres, sont financés par le Budget d'Investissement Public ; **MINH DU**, Exercice 2026 sur la ligne d'imputation budgétaire n°.....

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est **hors ligne**.

9. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO et dont le montant s'élève à **Cinq cent mille (500 000) F CFA**; il est au plus égal à 2% du coût prévisionnel toutes taxes comprises (TTC) du marché conformément à l'arrêté n°093/CAB/PM du 05 Novembre 2005 fixant les montants de la caution et les frais d'achat du DAO valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date limite de validité des offres. Ce cautionnement doit être accompagné d'un récépissé de dépôt CDEC.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première

catégorie autorisée par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du dossier d'appel d'offres

Le Dossier d'Appel d'Offres physique peut être consulté gratuitement au Secrétariat Général de la Commune de SAA, B.P.: 97 SAA, Tel.: 676 29 74 11/656 46 17 30, E-mail.: communesaalarose@yahoo.fr dès publication du présent avis. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition et retrait du dossier d'appel d'offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au Secrétariat Général de la Commune de SAA, B.P.: 97 SAA, Tel.: 676 29 74 11/656 46 17 30, E-mail.: communesaalarose@yahoo.fr dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de **Quatre-vingt-dix mille (90 000) Francs CFA** payable à la recette municipale de SAA, représentant les frais d'achat du DAO.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

L'offre en **sept (07) exemplaires** dont **un (01) original et six (06) copies** marqués comme tels, devra parvenir à la Commune de SAA, au plus tard le **19 Mars 2026 à 12heures** et devra porter la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°002/AONO/C-SAA/CIPM/2026 DU 17 FEVRIER 2026 EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR LES TRAVAUX DE REHABILITAION EN ENDUIT SUPERFICIEL DE LA VOIRIE: CARREFOUR DJOUBAIROU - CARREFOUR EP GR1, DANS LA COMMUNE DE SAA, DEPARTEMENT DE LA LEKIE, REGION DU CENTRE

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

13. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;
- L'absence de la quittance d'achat du DAO.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics **et le récépissé de dépôt de la CDEC** ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le **19 Mars 2026 à 13 heures précises** par la Commission interne de Passation des Marchés de la Commune de SAA, dans la salle des actes sise à l'hôtel de ville de Saa

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée ayant une parfaite connaissance du dossier même en cas de groupement d'entreprises. Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif à l'ouverture des plis et après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation des critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment de :

1. l'absence de la caution de soumission timbrée et du récépissé de depot CDEC à l'ouverture des plis;

2. la non-production dans un délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
3. en cas d'absence ou de non-conformité du récépissé de la CDEC sa non-production dans un délai de 48 h après l'ouverture des plis ;
4. les fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
5. du non-respect de 80 % critères soit 17 critères essentiels sur 21;
6. *l'absence de l'attestation de catégorisation ou du récépissé dépôt du dossier de catégorisation,*
7. l'absence de possession en propre d'un matériel minimum (niveleuse etc.) ;
8. *l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;*
9. *l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;*
10. *l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée*
11. le non-respect des modèles de DAO ;
12. l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
13. l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE et SDP) ;
14. l'absence des preuves d'acceptation du marché précédé de la mention lu et approuvé ;
15. le délai d'exécution supérieur à la date limite.

NB : la CIPM et l'Autorité Contractante se réservent le droit de procéder à l'authentification de tout document présentant un caractère douteux.

15.2 Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite suivant le système binaire (oui/non) sur la base des (21) critères essentiels de qualification ci-dessous :

- ✓ Le personnel d'encadrement de l'entreprise sur **04 critères** ;
- ✓ Les références de l'entreprise sur **03 critères** ;
- ✓ Le matériel de chantier à mobiliser sur **04 critères** ;
- ✓ Délai et planning d'exécution sur **01 critère** ;
- ✓ La capacité financière sur **01 critère** ;
- ✓ La méthodologie d'exécution sur **06 critères** ;
- ✓ La présentation de l'offre sur **02 critères**.

N.B.: Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de la Fonction Publique sera considéré comme non valable.

16. Attribution

Le Maire de la Commune de SAA, Maître d'Ouvrage et Autorité Contractante attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. Nombre maximum de lots.
Sans objet

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **une période de quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Secrétariat Général de la Commune de SAA, B.P.: 97 SAA, Tel.: 676 29 74 11/656 46 17 30, E-mail.: communesaalarose@yahoo.fr ou en ligne sur la plateforme COEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517 / 1501 / 222 20 37 30 / 658 26 26 82, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro..... ou le MO au **numéro 679 841 725**

SAA, le 17 FEVRIER 2026

Le Maire de la Commune de SAA

Ampliations:

- PREFET LEKIE (pour information et affichage) ;
- DDMINEPAT/L (pour information et affichage) ;
- DDMINMAP/L (pour information et affichage) ;
- DDMINHDU /L (pour information et affichage) ;
- PRESIDENT/CIPM (pour information) ;
- ARMP (pour publication au JDM) ;
- AFFICHAGE /ARCHIVES (pour information et mémoire).



TENDER NOTICE

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER N°002/ONIT/C-SAA/CIPM/2026, OF 17th February 2026, IN EMERGENCY PROCEDURE, FOR THE SURFACE REPAIRING WORK ON THE ROAD: DJOUBAIROU INTERSECTION - EP GR1 INTERSECTION, IN THE SAA COUNCIL, LEKIE DIVISION AND CENTER REGION

FINANCING: MINH DU of the Public Investment Budget (PIB), 2026

1. Purpose of the Tender

Within the framework of the implementation of MINH DU of the Public Investment Budget (PIB), 2026, The Mayor of the SAA Council, Contracts Center, Contracting Authority, hereby launches an Open National Invitation to tender for execution works for the surface repairing work on the road: Djoubairou intersection - Ep Gr1 intersection, in the Saa Council, Lekie Division, Center Region.

2. Nature of Works

The works concerned in this Invitation to tender consist to:

- Installation of the site;
- Brought and declined material;
- Lateritic gravelly backfill from borrow pits;
- Formatting of the platform;
- Single impregnation;
- Three-layer surface coating;
- Provision for relocation of networks.

3. Allotment

The works shall into a single lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation following prior studies stands at **Fifty millions (50 000 000) CFA F.**

5. Estimated execution deadline

The maximum time frame provided for by the Project Owner or Delegated Project Owner for the execution of works subject of this invitation to tender is three (03) months (90) days calendar. This time frame shall run from the date of notification of the administrative order to commence the services.

6. Participation and Origin

Participation in this Invitation to tender is open on equal terms to on equal terms to companies and companies incorporated under Cameroonian law with expertise in the field of construction of engineering structures and public works.

7. Financing

Works under this Invitation to tender shall be financed by MINH DU of the Public Investment Budget (PIB), 2026; Budget Head N°....

8. Bidding method

*The mode of submission selected for this consultation is **offline**.*

9. Bid bond

*Each bidder must include with their administrative documents a bid bond, paid by hand, issued by an organization or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public procurement, the list of which is included in document 14 of the tender documents, and the amount of which is **Five Hundred Thousand (500,000) CFA francs**; it is at most equal to 2% of the estimated cost including all taxes (TTC) of the contract in accordance with decree no. 093/CAB/PM of November 5, 2005, setting the amounts of the bond and the costs of purchasing the tender documents, valid for up to thirty (30) days beyond the deadline for the validity of the offers. This guarantee must be accompanied by a CDEC deposit receipt.*

The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorized by the Minister in charge of nance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.

10. Consultation of Tender File

The file may be consulted during working hours at General Secretariat of SAA Council, post box: 97 SAA, Tel.: 676 29 74 11/656 46 17 30, E-mail.: communesaalarose@yahoo.fr as soon as this notice is published.

It may equally be consulted online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.mar-chespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armac.cm).

11. Acquisition of Tender File

The hard copy of the file may be obtained from the **General Secretariat of SAA Council**, post box: **97 SAA**, Tel.: **676 29 74 11/656 46 17 30**, E-mail.: communesaalrose@yahoo.fr as soon as this notice is published, upon payment of a non-refundable sum of **Ninety Thousand (90,000) CFA Francs**, payable to the SAA Municipal Revenue Office, representing the cost of purchasing the tender documents.

It is also possible to obtain the electronic version of the documents by free download from the addresses indicated above. However, submission is conditional upon payment of the tender document purchase fees.

12. Submission of Bids

For submission off line, the offer in seven (7) copies including the original and six (6) copies marked as such, should reach **Saa Council** no later than **17th March 2026 at 12 A.M** local and should carry the indication:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER N°002/ONIT/C-SAA/CIPM/2026, OF 17th FEBRUARY 2026, IN EMERGENCY PROCEDURE, FOR THE SURFACE REPAIRING WORK ON THE ROAD: DJOUBAIROU INTERSECTION - EP GR1 INTERSECTION, IN THE SAA COUNCIL, LEKIE DIVISION AND CENTER REGION

“To be opened only during the bids opening session”

13. Admissibility of Bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope. The Project Owner shall not accept:

- Bids bearing information on the identity of the tenderers;
- Bids submitted after the closing date and time for submission of bids;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender;
- Bids non-compliant with the bidding mode;
- Failure to comply with the number of copies specified in the RPAO or offer in copies only;
- The absence of the tender document purchase receipt.

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts and the CDEC deposit receipt or the failure to comply with the model documents of the Tender File shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

14. Opening of Bids

The bids shall be opened in single phase and shall take place on **17th March 2026 at 1 P.M.** by the Tenders Board of the Project Owner in the town hall located at SAA Council.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choosing with a thorough understanding of the documents, even in the case of a consortium of companies.

Under pain of being rejected, the required administrative documents must be submitted in originals or copies certified by the issuing service or the relevant administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the invitation to tender. *They shall be no later than 3 (three) months old from the original deadline for the submission of tenders or must have been issued after the date of signature of the Tender Notice.*

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a **48(forty-eight)** hours deadline granted by the Board, the file shall be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminatory criteria

The eliminatory criteria set the minimum conditions to be fulfilled in order to be admitted to evaluation following the essential criteria. They should not be the subject of notation. The failure to comply with these criteria shall lead to the rejection of the bidder's offer.

The eliminatory criteria include:

1. Absence of the stamped bid guarantee and the CDEC deposit receipt at the opening of the bids;
2. Failure to submit, beyond the **48(forty-eight)** hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent (except the bid bond);
3. False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
4. Failure to comply with 80 % essential criteria (17 yes out of 21);
5. Absence of the categorization certificate or the receipt for the categorization file submission,
6. Absence of own or hired minimum equipment (vibrating needle, wheelbarrow, shovel, winch, Personal Protective Equipment)
7. Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years;
8. Absence of integrity charter dated and signed ;
9. Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses.
10. Non-compliance with DAO models;
11. *Absence of a quantified unit price in the financial offer;*

12. Absence of an element in the financial offer (submission, BPU, DQE, SDP);
13. Absence of proof of acceptance of the contract preceded by the statement "read and approved";
14. Execution time exceeding the deadline.

NB: The internal procurement commission and the contracting authority reserve the right to authenticate any document of a doubtful nature.

15.2 Essential Criteria

Technical bids will be evaluated according to the binary system (**yes /no**), on the basis of the following **(21)** essential qualification criteria:

- | | |
|---|---------------------|
| • Qualification and experience of personnel in the project on | 04 criteria; |
| • Company's references on | 03 criteria; |
| • Availability of materials and the essential ones on | 04 criteria; |
| • Execution schedule | 01 criteria; |
| • Capability on | 01 criteria; |
| • Methodology of execution-execution date line on | 06 criteria; |
| • Presentation of bid | 02 criteria. |

NB: Any public employee listed as a staff and who has not presented all the documents likely to justify his clearance from the Public Service shall not be valid.

16. Award of contract

The Mayor of the SAA Council, Contracts Center, and Contracting Authority shall award the contract to the bidder whose bid meets the required technical and financial qualification criteria and whose offer was evaluated as the lowest by including as the case may be, the rebates proposed.

17. Maximum number of lots:

Not applicable

18. Duration of validity of bids

Bidders shall remain committed to their bids for a period of ninety (90) days from the initial deadline set for the submission of bids.

19. Further Information

Additional information may be obtained during working hours from General Secretariat of SAA Council, post box: 97 SAA, Tel.: 676 29 74 11/656 46 17 30, E-mail.: communesaalarose@yahoo.fr .or online on the COLEPS platform via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>

20. Fight against corruption and malpractices

For any denunciation of corruption attempt practices, facts or acts, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 2 0 5 7 25 and 699 37 07 48, the ARMP on.....or the PO on 679 841 725

SAA, the 17th February 2026
The Mayors of the SAA Council
(Contracting Authority)

Copy:

- PREFETS/ LEKIE (for information)
- DDMINEPAT/Lekie (for information and billposting)
- DDMINMAP/L (for information and billposting)
- DDMINH DU /L (for information and billposting);
- PRESIDENT/ CIPM (for information)
- ARMP (for publication in the tenders' newspaper)
- BILLPOSTING /RECORDS (for publishing & memories)

